

ORGANISE-TOI

UN JOURNAL DES JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

TRIMESTRIELE N°2 - MARS 2017



ANTI-RACISME
Rencontre avec
la Nouvelle Voie Anticoloniale

SOMMAIRE

- P. 1-2 **L'ACTU STOP RÉPRESSION**
- P. 4-5 **INTERVIEW AVEC LE JOURNALISTE KURDE MAXIME AZADI**
Sans une démocratisation de la Turquie, les Kurdes ne seront jamais en paix.
- P.6-11 **ENQUÊTE: L' ANTIRACISME POLITIQUE**
Transformer le silence en paroles et en actes. Rencontre avec le groupe La Nouvelle Voie Anticoloniale.
- P. 12 **DANS LA FORÊT DE HAMBACH**
Mobilisation contre l'extension d'un projet minier en Allemagne.
- P. 13 **TUTO: MEUBLES DIY**
Quelques conseils pour mener à bien la construction DIY de meubles.
- P. 14-15 **BD: AVEC LES SANS-PAPIERS**
Comment la Voix des Sans-papiers organise l'occupation d'une ancienne école à Liège.

ORGANISE-TOI ?

L'*Organise-toi* est une publication des Jeunes Organisés & Combatifs. Dans ce journal, nous avons voulu mettre en avant le format de l'enquête pour mieux décrypter les conditions des jeunes aujourd'hui. Si les activités des fédérations JOC sont moins présentes, vous les retrouverez toutefois facilement sur notre site internet www.joc.be et sur notre page Facebook « *Joc Wallonie Bruxelles* ».

Ont participé : le groupe NVA, Alida, Djé, Florence, Magali, Martin, Marco, Mehdi, Serge.

EN COUVERTURE

En couverture de ce numéro, une illustration d'une jeune artiste brésilienne de 19 ans, Giovana Rodrigues, qui explore sur son blog les thèmes de l'afrofémisme et de l'empowerment.

À découvrir sur [instagram.com/mosqueando](https://www.instagram.com/mosqueando)

JUSTICE POUR MOAD: UNE PREMIÈRE VICTOIRE !

Le jugement des cinq agents de police accusés de violence sur Moad a eu lieu le 19 décembre 2016. Rappelez-vous : Moad avait été interpellé de façon très musclée alors qu'il rentrait chez lui, dans le quartier de Beekkant. Il présentait diverses blessures, notamment sur le visage et une trace de botte sur le sommet du crâne. Cela fait bientôt quatre ans que la famille de Moad se bat pour obtenir justice.

L'un des cinq policiers a été condamné à trois mois de prison avec sursis et a écopé d'une amende de 450 €, avec sursis également. Il devra aussi payer des dommages à hauteur de 1500 € pour les parties civiles (Moad et sa famille). Le juge a considéré que l'usage de la force par le policier avait été déraisonnable et « *démesuré au regard du jeune âge de la victime* », compte tenu de la corpulence de l'agent.

Il est déjà rare d'assister au jugement de policiers : il l'est d'autant plus d'obtenir la condamnation de l'un d'eux. C'est pourquoi nous considérons ce jugement comme une victoire. La condamnation aurait pu être plus lourde et atteindre aussi les quatre autres inculpés, mais il s'agit d'un premier pas important dans la reconnaissance des violences policières ! Seule la détermination de la famille à obtenir justice, leur combat politique et médiatique ont pu amener à cette fin. En effet, ces quatre ans de combat n'ont pas été vains. Moad a subi des intimidations et des menaces de la part des policiers, juste après que ses parents aient porté plainte. La police a tenté à plusieurs reprises de salir son image en l'accusant notamment de vol (ces accusations tout à fait infondées ayant fait l'objet d'un non-lieu). Mais la famille a tenu bon et ses efforts sont aujourd'hui reconnus. « *La justice reconnaît qu'il y a bien eu violence sur mon fils, au moins d'un des cinq agents de police. [...] Un procès contre la police, ce n'est jamais évident. De plus, à l'ouverture du procès, on était parvenu à faire croire que mon enfant mentait. On avait aussi tenté de juger mon fils sur son parcours scolaire, alors que ce n'était pas du tout la question* » explique le père de Moad.

Comme nous le montre le cas du procès de Moad, dénoncer les violences policières n'est pas inutile !





STOP RÉPRESSION

TOUS-TES UNI-E-S

À l'occasion de la journée internationale contre les violences policières, la Coordination des sans-papiers et la campagne Stop Répression s'associent pour dénoncer la répression policière et le racisme d'État lors d'une manifestation à Bruxelles ce 15 mars 2017.

Contrôles au faciès, injures racistes, coups, passage à tabac...

Toutes ces violences, loin de ne représenter que quelques bavures isolées, nous montrent que la violence policière est un phénomène réel et systémique, passé sous silence et restant trop souvent impuni.

Ces derniers mois, suite aux attentats de Bruxelles et de Paris, le gouvernement belge a décidé toute une série de mesures sécuritaires et de lois liberticides et racistes qui transgressent les fondements de la démocratie. Dans ce contexte post attentat, les exactions commises par la police prennent de plus en plus d'ampleur. L'instrumentalisation de la peur permet aux pouvoirs publics de mettre en place des politiques sécuritaires qui nous plongent dans une surveillance de masse et bafouent nos droits fondamentaux. Nous sommes face à un véritable Patriot Act européen, qui, loin de réduire les violences, ne fait qu'exacerber les divisions parmi la population et le sentiment d'injustice.

Le déploiement de l'armée dans nos rues, le «*plan canal*» qui renforce les effectifs policiers et la surveillance généralisée dans les zones considérées comme sensibles (augmentation du nombre de caméras dans les rues et fichage des personnes suspectées de radicalisation), nous donnent le sentiment que l'État mène une guerre contre sa propre population.

L'évacuation du collectif la Voix des Sans Papiers, le 19 septembre à Molenbeek, qui s'est déroulée avec des dispositifs policiers sans précédent (hélicoptères et armes lourdes) pour déloger quatorze personnes désarmées, est symptomatique de la manière dont ces mesures sont utilisées par le gouvernement pour criminaliser les sans-papiers, en les faisant passer pour des terroristes potentiels. Nous pouvons aussi constater une intensification des rafles opérées dans les quartiers populaires et dans des zones d'exploitation des travailleurs sans-papiers notamment à Matongé et Saint-Josse.

Avec cette instrumentalisation de la notion de terrorisme, qui nous dit que demain un syndicaliste ne pourra pas être également condamné pour incitation au terrorisme parce qu'il s'oppose aux réformes injustes du gouvernement?

Ces récentes mesures sécuritaires renforcent le contrôle, les abus policiers et la criminalisation envers les migrants et les sans-papiers, ainsi que d'autres catégories de personnes désignées comme «*dangereuses*» : jeunes de quartiers, musulman-e-s, racisé-e-s... Cette politique répressive, largement véhiculée à travers les médias, est menée contre ceux que l'on désigne comme «*l'ennemi intérieur*». Elle est utilisée par les dirigeants pour masquer leur incapacité à répondre aux vraies causes de l'insécurité : l'augmentation des inégalités par la mise en place de mesures d'austérité qui précarisent l'ensemble de la population.

Les politiques sécuritaires et liberticides des gouvernements mettent en danger les droits et les libertés de toutes et tous. Ne nous laissons pas aveugler et diviser par la peur. Unissons-nous pour stopper ces mesures autoritaires qui ne résolvent rien et ne font qu'alimenter l'exclusion et la violence engendrée par notre société.



Les premiers signataires de l'appel du 15 Mars

Coordination des sans-papiers Belgique, JOC, JOCI, MOC, KAJ, Les Equipes Populaires, Tout Autre Chose, Ligue des Droits de l'Homme, ObsPol, CNAPD, Jeunes FGTB, Jeunes CSC Bruxelles, Bruxelles Panthères, JAC/LCR, EGA/PSL, Comité des parents contre les violences policières à Molenbeek, Change asbl, Alternative Libertaire Bruxelles, ESG asbl, USE Bruxelles, CADTM, Cellule d'Observation et d'Ecoute Citoyenne, Bruxelles Zone Antifasciste, ECOLO J, Commission Justice & Paix, Agir pour la Paix, Réseau Ades, MJ ChezElle



Crédit photo: CC - <https://www.flickr.com/photos/mirgun/>

“ Sans une démocratisation de la Turquie, les Kurdes ne seront jamais en paix. ”

Maxime Azadi est un journaliste kurde, actuellement directeur de l'agence de presse Firat news. Il tient un blog sur Mediapart et participe aussi avec de nombreux journaux en langue kurde et turque. Nous l'avons rencontré suite à son arrestation en Belgique qui a soulevé l'indignation de nombreux journalistes et défenseurs de la liberté de presse. Nous avons discuté avec lui de cet épisode, mais aussi de la situation en Turquie et de la question kurde.

Il y a quelques semaines tu as été arrêté par la police belge et incarcéré. Est-ce que tu peux nous raconter ?

Ce 15 décembre 2016, j'ai été arrêté sur l'autoroute dans ce qui semblait être un simple contrôle routier. Je venais de France où j'enquêtai sur le triple assassinat de trois militantes kurdes à Paris qui a eu lieu en janvier 2013, et dont le procès devait avoir lieu prochainement. J'ai été arrêté et présenté devant le juge suite à une demande de la Turquie où je suis accusé de terrorisme. Le dossier est vide, pire il n'y en a pas, mais malgré cela le juge a demandé mon incarcération.

Dans la prison de Turnhout, j'ai subi un régime spécial comme prisonnier accusé de terrorisme.

Le 23 décembre, le juge a levé mon incarcération. Mais au moment où je suis retourné à la prison pour reprendre mes affaires, j'ai reçu, par l'office des étrangers, une demande d'incarcération en vue de mon extradition vers un pays tiers. Je dis ça parce que je ne sais pas vers quel pays on

voulait m'extrader. Je suis donc passé de la prison à un centre fermé pour personnes en situation illégale. J'y suis resté 5 jours alors que je suis citoyen français. C'est absurde !

Comment une telle chose est possible selon toi ?

Je pense que c'est lié aux mécanismes extrajudiciaires d'Interpol. Dans ce cas, Interpol est un outil aux mains de l'État turc dans le but de m'arrêter en tant que journaliste qui enquête sur un dossier où il apparaît clairement, dans le dossier fait par le juge d'instruction, que les services secrets turcs ont joué un rôle actif. Le lendemain de mon incarcération, l'accusé principal du triple meurtre est mort à l'hôpital de la prison. C'est troublant et d'autant plus que depuis l'État français a décidé de classer l'affaire. Ont-ils eu peur des risques géopolitiques qu'un tel procès pouvait engendrer ?

La justice a toujours un lien avec les intérêts politiques. Dans cette affaire, c'est clair. On a beau réclamer la justice. On nous répond : « Taisez-vous ! ». Les commanditaires de l'assassinat des trois militantes ne seront pas inquiétés.

DU COUP JE VAIS FAIRE UN PETIT RÉSUMÉ. SI VOUS SAVEZ TÊTÀ TOUT, VOUS SAUTEZ, COMME LA PUB SUR YOUTUBE. D'AILLEURS J'AI MÊME MIS UN FONT GEIS POUR BIEN MONTRER CE QU'IL FAUT SAUTEZ.



PRISE DE TÊTE >>> SKIP

Penses-tu que la Belgique a été influencée pour procéder à ton arrestation ?

Il y a toujours eu des liens étroits entre l'État belge et l'État turc. L'État turc est très efficace ici dans son lobbying, et ce à tous les niveaux politiques. Je crois toutefois que la principale raison de mon incarcération est que le juge n'a pas voulu prendre le risque de me relâcher tout de suite parce qu'il s'agissait d'une affaire qualifiée de terroriste. C'est tout de même, vu les circonstances actuelles, une autre manière pour les autorités turques de faire pression sur l'État belge. J'ai eu de la chance d'être citoyen français, d'être un journaliste connu avec une adresse bien précise. Pour la Belgique mon incarcération est quand même une honte. Les mécanismes d'Interpol posent aussi un grand problème.

Depuis le coup d'État raté du 15 juillet, la Turquie subit une vague de purges, d'arrestations et de répressions qui ne semble pas s'arrêter. Comment en est-on arrivé là ?

La phase politique dans laquelle nous sommes a commencé quand le gouvernement Erdogan a rompu le processus de paix initiée en 2013 avec les Kurdes. Lors des élections législatives de juin 2015, le parti progressiste pro-kurde HDP obtient 13 % des voix. Pour Erdogan, et son parti l'AKP, c'est une défaite. Il perd la majorité absolue qui devait lui servir pour mettre en œuvre son projet de régime présidentiel autoritaire. À partir de ce moment-là, la répression s'accroît. Il y a de nouvelles élections en novembre 2015. Le HDP réussit de nouveau à dépasser la barre des 10 % pour entrer au Parlement, mais l'opposition a perdu beaucoup de terrain suite à la répression qui s'est abattue sur les militant-e-s kurdes et ceux de gauche.

Le coup d'État est la conséquence de cette politique de répression. Il y a toujours eu des mécanismes de coup d'État depuis la création de la Turquie moderne (1960, 1971, 1980, 1997). Selon les autorités, le coup d'État a été mené par la confrérie Gülen qui était, jusque-là, un allié d'Erdogan. On est face à une guerre de pouvoir fraternelle. La répression s'est encore accrue. Erdogan a dit lui-même que c'était un don de Dieu. Il lance une répression massive contre toute forme d'opposition et une guerre contre les villes à majorité kurdophone. Il y a une résistance farouche des jeunes Kurdes, mais pendant ce temps aucun dirigeant européen ne condamne cette guerre. Soixante civils kurdes ont brûlé alors qu'ils étaient réfugiés dans les caves de deux immeubles à Cizre. C'est une honte pour l'humanité.

Le coup d'État est utilisé par le gouvernement dans sa politique d'intensification de la guerre afin de mettre en place un projet présidentiel autoritaire.

Ils ne pouvaient faire passer cette réforme dans un climat de paix. Ils ont semé la terreur dans tout le pays, tellement de crimes ont été commis qu'ils ne peuvent désormais plus faire marche arrière.

Y a-t-il un changement de régime en cours ? Est-ce que la Turquie devient une dictature ?

Il n'y a pas de changement de régime, mais plutôt un renforcement de l'état actuel. Erdogan et les nationalistes se sont coalisés pour pouvoir préserver son existence. C'est un système autoritaire et militaire qui existe depuis longtemps. On parle de démocratie en Turquie, mais il n'y a jamais eu de démocratie réelle en Turquie. Les dirigeants corrompus et les criminels de guerre n'ont jamais été condamnés. L'État turc est mal structuré depuis sa fondation: il est basé sur la négation des autres peuples (arméniens, kurdes...). Une nation, un drapeau, un état. Aujourd'hui, on nous impose également une seule confession, celle sunnite. Erdogan va tout faire pour rester le sultan, le Parlement n'a aucun moyen de faire barrage contre son pouvoir. Il détruit des villes, il licencie des milliers de fonctionnaires, d'universitaires, il contrôle tous les médias.

Comment penses-tu que la question kurde peut se régler en Turquie ?

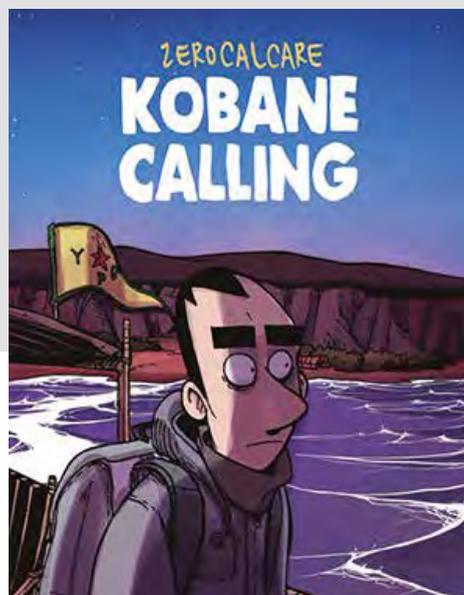
La solution est politique et pacifique. Le problème, c'est le gouvernement Erdogan qui empêche d'avoir une paix juste. Sans une démocratisation de la Turquie, les Kurdes ne seront jamais en paix.

Le processus de paix entamé en 2013 n'a pas abouti, Erdogan avait un autre agenda que la paix. Les Kurdes sont aujourd'hui à l'initiative d'un processus d'autonomie dans chaque pays. Ce qui se passe en Syrie est exemplaire. Les Kurdes ont obtenu et créé une autonomie politique dans certaines régions de Syrie en coalition avec les Arabes, les Assyriens et les Turkmènes basée sur un contrat social démocratique à partir des communes et des conseils mis sur pied par les populations. Une organisation du bas vers le haut. Cette confédération démocratique dans le Moyen-Orient est un début. Son expansion à d'autres régions va dépendre des circonstances historiques.

Comment les jeunes attirés par la révolution de la Rojava et son confédéralisme démocratique peuvent-ils aider ?

Ils doivent aider ici en Belgique. Mettre la pression sur la politique étrangère belge. Ce sont les états coloniaux européens qui ont écarté les Kurdes et dessiné la carte artificielle du Moyen-Orient. Aujourd'hui la carte du Moyen-Orient change. L'État belge et les autres états européens doivent travailler à ce que ce partage soit juste et équitable. Si on veut un monde juste, il faut lutter partout, se sentir concerné par ce qui se passe dans le monde et agir dans son propre pays.

À LIRE



Des centres sociaux romains à la zone de guerre de Kobané en Syrie, l'italien Zero Calcare nous plonge dans un reportage BD à la fois poignant et plein d'autodérision sur la révolution au Rojava.

ANTI-RACISME

Transformer le silence en paroles et en actes





Quels sont les mots qui vous manquent encore ? Qu'avez-vous besoin de dire ? Quelles sont les tyrannies que vous avalez jour après jour et que vous essayez de faire vôtres, jusqu'à vous en rendre malade et à en crever, en silence encore ? Peut-être que pour certaines d'entre vous, ici aujourd'hui, je suis le visage d'une de vos peurs. Parce que je suis femme, parce que je suis Noire, parce que je suis lesbienne, parce que je suis moi - une poète guerrière Noire qui fait son boulot -, venue vous demander : et vous, est-ce que vous faites le vôtre ?

Et bien sûr, j'ai peur, car transformer le silence en paroles et en actions est un acte de révélation de soi, et cet acte semble toujours plein de dangers. Quand je lui ai parlé de notre sujet de discussion et de mes difficultés, ma fille m'a dit : « Raconte-leur qu'on n'est jamais une personne à part entière si on reste silencieuse, parce qu'il y a toujours cette petite chose en nous qui veut prendre la parole. Et, si on continue à l'ignorer, cette petite chose devient de plus en plus fébrile, de plus en plus en colère et si on ne prend pas la parole, un jour, cette petite chose finira par exploser et nous mettre son poing dans la figure. »

La raison du silence, ce sont nos propres peurs, peurs derrière lesquelles chacune d'entre nous se cache - peur du mépris, de la censure, d'un jugement quelconque, ou encore peur d'être repérée, peur du défi, de l'anéantissement. Mais par-dessus tout, je crois, nous craignons la visibilité, cette visibilité sans laquelle nous ne pouvons pas vivre pleinement. Dans ce pays où la différence raciale, quand elle n'est pas dite, crée une distorsion permanente du regard, les femmes Noires ont été d'une part toujours extrêmement visibles, d'autre part rendues invisibles par l'effet de dépersonnalisation inhérente au racisme. Même au sein du mouvement des femmes, nous avons dû, et devons encore, nous battre pour cette visibilité de notre Négritude, ce qui nous rend d'ailleurs extrêmement vulnérables. Car pour survivre dans la bouche de ce dragon appelé Amérique, nous avons dû apprendre cette première et vitale leçon : nous n'étions pas censées survivre. Pas en tant qu'êtres humains. Et la plupart d'entre vous non plus, que vous soyez Noires ou non. Or, cette visibilité, qui nous rend tellement vulnérables, est la source de notre plus grande force. Car le système essaiera de vous réduire en poussière de toute façon, que vous parliez ou non. Nous pouvons nous asseoir dans notre coin, muettes comme des tombes, pendant qu'on nous massacre, nous et nos sœurs, pendant qu'on défigure et qu'on détruit nos enfants, qu'on empoisonne notre terre ; nous pouvons nous terrer dans nos abris, muettes comme des carpes, mais nous n'en aurons pas moins peur (...)

« Transformer le silence en paroles et en actes » est un texte essentiel dans la fondation de l'intersectionnalité. Paru en 1977, son auteure est Audre Lorde. Femme de lettres et poétesse américaine noire, militante féministe, lesbienne, engagée contre le racisme à travers son art et ses luttes.

RENCONTRE AVEC LA NOUVELLE VOIE ANTICOLONIALE

Ce 15 février, le collectif qui se revendique de l'antiracisme politique « La Nouvelle Voie Anticoloniale » nous donne rendez-vous au Space Café à Bruxelles. C'est un endroit où selon le site de l'établissement « les identités hybrides naissantes dans nos villes hyperdiversifiées peuvent prendre forme ». Le Space c'est un peu le QG du groupe NVA et on comprend assez facilement pourquoi. S'y rencontrent des artistes, des activistes et des organisations qui ont besoin d'un lieu dit safe, un lieu où les discriminations d'origine, de race, d'orientation sexuelle, d'identité de genre ou de religion n'ont pas leur place. Durant cette longue interview, avec une partie du groupe, nous avons discuté du racisme et des combats que mènent ces jeunes racisé-e-s adeptes de la communication de rupture.

VIVRE LE RACISME

Ça veut dire quoi pour vous être racisé-e en Belgique ?

— Yams : L'endroit où j'ai rencontré le plus de racisme, c'est l'école. Au départ, j'ai nié. Je ne voulais pas trop voir, j'étais dans le discours méritocratique « si tu veux, tu peux ». Et puis j'ai lu Bourdieu et je me suis dit : « Oui, là il y a un problème avec l'école ». Je me suis rendu compte en comparant avec mon expérience que c'est une vraie machine à discrimination. Et pour nous, les racisé-e-s encore plus. Dans mon école secondaire à Anderlecht, on était 80 % de racisé-e-s et il y avait moins de 5 % de profs racisé-e-s. C'est plus difficile de s'identifier à eux, et pour eux de comprendre notre réalité. Tu ajoutes à ça les profs racistes, les profs islamophobes, et là ça devient carrément traumatique. Dans cette école en 3^e année, il y a eu 70% d'échec et une grosse majorité a été réorientée vers une école poubelle.

— Marlène : Le racisme c'est partout, pas juste à l'école. Quand tu cherches du travail en tant qu'étudiant, c'est la galère. Je me souviens de mon premier job d'étudiant, dès qu'ils m'ont vue, ils ont tout de suite dit que le job était déjà pris. Clairement, c'était parce que j'étais noire. Sur mon CV, je n'avais pas mis ma photo. À un moment donné, j'ai travaillé au Colruyt comme beaucoup de noirs. En fait, vous ne le voyez pas mais il y a beaucoup de noirs qui travaillent chez Colruyt. Ils ne travaillent juste pas en magasin avec les clients, uniquement dans les entrepôts. Ils ne font pas le service clientèle et font des travaux éprouvants. Ce que je trouve le plus frappant par rapport au racisme, c'est qu'il y a un vrai problème de santé mentale dans nos communautés. Je n'ai pas de statistiques, mais je le constate en parlant avec des amis. Les racisé-e-s sont fragilisé-e-s au niveau de leur santé mentale. Quel est le lien avec le racisme ? Ce serait important de se poser cette question.

— Sihame : Ma sœur qui travaille dans le milieu psychiatrique me dit que dans les centres où on traite les problèmes très lourds, il y a une majorité de noirs et d'arabes. Ça me fait réfléchir. Le combat contre le racisme, c'est un peu un combat contre la folie. Soit tu tiens, soit tu tombes.

— Yams : J'ai obtenu mon premier job étudiant à 19 ans. Cela faisait 3 ans que je déposais des CV partout. Y'avait pas moyen. Bon, il est vrai que je ne l'ai pas fait à ISS qui est la grosse entreprise de nettoyage (rires). Là, il y a que des Arabes. Bon maintenant j'ai un job étudiant chez Deliveroo, toujours un travail où ils ont besoin de bras et de jambes, c'est un peu les seules opportunités qu'on a.

— Sihame : On rit, mais c'est dur. Tu déposes plein de CV, tes potes on les appelle et toi jamais. C'est dur. D'ailleurs là je travaille pour une société de nettoyage et il n'y a pas une seule personne blanche.

RACISÉ KÉSAKO ?

Utilisé par les chercheurs en sciences sociales, le terme racisé est désormais employé de façon courante par les militants antiracistes pour désigner les personnes renvoyées à leur appartenance réelle ou présumées à une race, une ethnie, une couleur de peau et subissant des discriminations.



ANNULATION DE L'HOMMAGE À LÉOPOLD II

Le 17 décembre 2015, un hommage suivi d'une conférence devait être organisé par la Ville de Bruxelles en l'honneur de Léopold II pour le 150^e anniversaire de son intronisation. Suite à leur mobilisation, le groupe NVA avec Change Asbl et le Collectif Mémoire colonial fait annuler l'événement.

« Un hommage à Léopold II à Bruxelles, c'est un crachat sur le peuple congolais et sa diaspora. C'est une insulte à tous les peuples colonisés. Les conséquences de la colonisation se font toujours ressentir aujourd'hui »

DÉCOLONISATION DE L'ESPACE PUBLIC

Noms de rues, de parcs et de cimetières dédiés aux colons, aux explorateurs, banquiers, mercenaires et militaires acteurs de la colonisation, les traces de la propagande coloniale sont encore bien présentes dans nos villes.

« Pour rendre hommage à la lutte de Libération du peuple congolais et à l'occasion de l'anniversaire de l'Indépendance du Congo, ce 30 juin 2016, des sympathisant-e-s de la Nouvelle Voie Anticoloniale ont mené une action de décolonisation de l'espace public bruxellois »



Avez-vous développé des mécanismes de défense, comment faites-vous face au racisme ?

— Sihame : A l'école, tu baisses la tête et tu attends que ça passe.

— Yams : Le seul mécanisme qu'on a, c'est fermer les yeux et essayer d'avancer.

— Marlène : À un moment tu te blindes, t'as pas trop le choix. D'ailleurs c'est un peu ce que les parents t'apprennent.

Les parents qu'est-ce qu'ils transmettent face à ça ?

— Lili : Moi, ils ne m'ont pas préparée du tout au racisme alors qu'ils le vivaient eux-mêmes, ça devait être tellement honteux pour eux. J'ai compris le racisme plus tard, à 13 ans. Une prof m'a pointée du doigt pour expliquer le terme cannibale comme si je savais plus que les autres ce que cela voulait dire, vu que moi j'avais probablement déjà mangé des humains. En troisième année secondaire, une prof de français, lors de nos ateliers théâtre, a tenu à ce que je joue une femme de ménage vu que j'étais noire. Cela m'a vraiment heurtée et blessée. La prof ne s'est jamais excusée. À la maison, j'en ai parlé avec mes parents et ils m'ont répondu que j'étais fragile. J'ai donc mis longtemps à comprendre que les personnes racisé-e-s sont systématiquement mises dans des cases.

FAIRE GROUPE

Pourquoi avez-vous créé votre collectif NVA ?

— Yams : Je viens du groupe Stop Répression des JOC. C'est à travers ce groupe que je me suis ouvert à d'autres réalités et notamment au combat antifascistes. Lors de la venue de Marine Le Pen au Parlement européen, on a fait une manif contre le racisme et je me souviens que lors des discours, pas une personne n'a dit : « le racisme c'est mal ». On ramenait tout à la lutte des classes. Par rapport à cette question du racisme, je me suis rendu compte qu'il y avait un manque. Que l'antifascisme n'est pas nécessairement de l'antiracisme. Sihame est venue nous trouver pour en discuter. On s'est lancé et on a créé un groupe antiraciste non mixte, un groupe réservé aux personnes racisé-e-s. C'est quelque chose qui manquait, d'ailleurs beaucoup de gens ont rejoint le groupe.

— Sihame : Après la manifestation contre Le Pen, on a remarqué qu'il n'y avait pas de paroles offertes aux racisé-e-s, le discours était exclusivement centré sur la classe. C'était une manif qui ne correspondait pas à nos réalités dans la mesure où elle était assez violente, mais que quelque part les organisateurs savaient qu'ils ne risquaient pas grand-chose par

rapport aux racisé-e-s. On a donc mis les choses à plat et on s'est dit que ce serait bien de faire un truc pour nous, de tester.

— Marlène : J'étais auparavant dans des groupes antiracistes, mais j'étais la seule noire, la seule racisée. Quand on se retrouve avec des personnes qui vivent le racisme, on peut aller plus loin, parler de son ressenti, développer une pensée autonome.

— Lili : J'étais déjà au sein des JOC. On traitait plein de thématiques en même temps, mais depuis qu'il y a le groupe NVA, je me sens plus impliquée, plus concernée. Ça nous permet de travailler de manière plus efficace.

Comment êtes-vous organisés ?

— Lili : On fait ça plus au feeling. Souvent on se voit pour se voir parce que ça nous fait du bien.

— Marlène : Pour nous c'est thérapeutique. Il n'y a pas beaucoup d'endroits où on peut être safe. Il ne faut pas se leurrer, le racisme interracialisé ça existe aussi. Il y a de la négrophobie chez les Arabes et de l'islamophobie chez les noirs.

LA NON-MIXITÉ

Pourquoi la non-mixité à la NVA ?

— Yams : Je peux répondre. Je l'ai déjà expliqué des milliers de fois. Pour nous, il y avait énormément de choses à faire contre le racisme. Mais comment le faire ? On a lu sur la non-mixité et en quoi c'est intéressant pour lutter contre le racisme. On est dans un espace safe, on peut parler sans soucis et on peut théoriser sans limite. Il n'y a personne qui va venir te dire que tu exagères, que le racisme ce n'est pas ça, que tu ne peux pas penser ça. La non-mixité nous sert à trouver la meilleure façon d'agir, mais s'il y a toujours plein de freins, que l'on est toujours occupé à se justifier, on n'arrive pas à avancer. La non-mixité est une manière de découpler tes possibilités d'agir sur ce que tu subis sans que ton action soit tout le temps contrôlée par des gens qui ne vivent pas le racisme, devant qui tu dois toujours justifier ta démarche. J'ai remarqué que la non-mixité c'est très mal vu, même à gauche. Il faut toujours justifier cette démarche et en plus tu es pointé du doigt comme faisant toi-même de la division, du racisme. On a pris plus de temps à expliquer aux gens pourquoi on était en non-mixité plutôt qu'à réfléchir à des stratégies politiques. C'est juste qu'en non-mixité, on n'aurait pas pu faire les mêmes choses.

« Dans les groupes antiracistes, j'étais la seule noire. Quand on se retrouve avec des personnes qui vivent le racisme, on peut aller plus loin, parler de son ressenti. »

RETOUR SUR LES POLÉMIQUES DU CAMP DÉCOLONIALE

Par Marlène, du groupe NVA.

En France, l'organisation d'un camp d'été décoloniale, à l'initiative de deux militantes antiracistes Sihame Assbague et Fania Noël, a fait couler beaucoup d'encre. À la fois cybermilitantes et activistes de terrain, ces deux femmes sont en train de révolutionner l'antiracisme en France. L'antiracisme du camp d'été tire sa spécificité de sa vision politique : la lutte contre le racisme doit avoir une approche systémique et non pas morale. Dans cette définition du racisme, on place directement l'État et ses institutions sur le banc des accusés et on ne peut pas rester dans une vision réformiste.

Les réactions furent très vives. Il y a eu une prise de position à l'Assemblée Nationale de la ministre Najat Vallaud-Belkacem. Elle a condamné la tenue de ce camp en affirmant que : « Ces initiatives confortent une vision racisée et raciste de la société qui n'est pas la nôtre. Ces initiatives sont inacceptables parce qu'au bout de ce chemin-là, il n'y a que le repli sur soi, la division communautaire et le chacun chez soi. ». Après cette intervention, il y a eu une avalanche d'articles condamnant le camp d'été. Ça a pris de telles proportions que la presse et un petit groupe d'extrême droite étaient présents lors du premier jour. Un journaliste a même essayé de s'infiltrer à l'intérieur du bâtiment. Manuel Valls a également mentionné le camp pour décrédibiliser un article du New York Times donnant la parole aux femmes musulmanes à l'époque de la polémique liée au burkini. Ces déclarations étaient fausses d'A à Z et le New York Times a pris soin de le rappeler dans un article de réponse. Mais ça va plus loin que ça. L'auberge de jeunesse de Reims qui a hébergé le camp a perdu ses subsides et a eu de nombreux problèmes avec la Mairie.

Ce n'était pas un camp interdit aux blancs, mais bien un camp destiné à toutes les personnes subissant le racisme d'État. Les organisatrices partent du principe qu'il est d'abord et avant tout indispensable de former les personnes racisées, en tant que premières concernées, afin qu'elles se saisissent elles-mêmes des outils nécessaires à leur propre libération. Pour être un bon allié, il est absolument nécessaire de prendre le temps de s'informer sur ces théories et d'investir les espaces qui sont ouverts. Cela éviterait de condamner des initiatives qui, contrairement à ce que beaucoup pensent, peuvent rassembler.

« Notre stratégie est de provoquer un choc dans la société. C'est normal, car on ne nous offre jamais le micro spontanément. On mise sur un effet-choc pour avoir accès aux médias »

C'est quoi un espace safe ?

— Sihame : C'est un espace où on tente d'accueillir des personnes un minimum déconstruites et où leur parole sera libre. Elles pourront s'exprimer sans jugement, pas de regard extérieur dominant, et où l'oppression n'existe pas ; c'est une sorte de bulle où pendant quelques heures tu sors de la société.

— Lili : Au début on organisait que des actions, maintenant on fait aussi des fêtes comme la Ksara décoloniale et le Black Panther Poetry. Cela nous permet de rencontrer des gens qu'on ne rencontrerait pas à travers des actions.

— Sihame : À la première Ksara décoloniale, il y avait des petits jeunes du quartier et on a vu qu'ils sont super politisés. Qu'un terme comme « impérialisme » fait partie de leur vocabulaire. Il suffit d'écouter leur rap pour voir qu'ils ont une pensée décoloniale. Le problème c'est qu'on ne leur reconnaît pas cette capacité de pensée. Ces jeunes sont traités comme des sujets coloniaux au sein de la Belgique.

L'ACTION MÉDIATIQUE

Votre champ de bataille, ce sont les médias et les réseaux sociaux ?

— Sihame : On a un seul but, c'est de parler aux racisé-e-s et de diffuser un discours de fierté et d'autodétermination. On se fout un peu de ce que les médias blancs pourraient dire sur nous, on sait que ce sera sûrement négatif. On joue sur la provocation pour avoir le micro. On veut parler à la personne qui doute, qui doute de sa place. Si on fait rentrer nos discours dans les maisons via les réseaux sociaux, il n'y a personne qui peut chapeauter notre point de vue.

— Lili : L'autre jour, j'étais au rassemblement de Naithy Nelson, qui s'est fait poignarder par un chauffeur de bus De Lijn. Et il y a une fille congolaise, que je connais, qui me racontait que sa cousine qui n'était pas du tout déconstruite — déconstruite c'est comprendre les mécanismes du racisme, que c'est structurel et intériorisé — donc cette fille pensait que le racisme n'existait pas. Grâce à notre page Facebook, elle a pu prendre conscience de ça et cela l'a aidé à comprendre ce qu'elle vivait.



CAMPAGNE CONTRE LE BLACKFACE

Le 20 novembre 2016, le groupe NVA lance une campagne contre le blackface dans les universités. La campagne fait buzz et la presse s'empare du dossier. L'Université de Saint-Louis communique et se désolidarise des mises en scènes où on voit des étudiants se déguiser en noire. La conférence organisée sur le blackface à l'ULB rencontre un grand succès.

« Nous sommes révolté.e.s par le manque de lucidité dont font preuve les universités face à cette immonde pratique née durant l'esclavage et la colonisation. Nous ne pouvons plus accepter d'habiter dans un pays où nous devons, tous les ans, supporter les conséquences lourdes liées au folklore colonial. Cette année 2016, en ce jour de Saint-Nicolas, faisons un vœu. Exigeons la décolonisation de la Belgique et de ses institutions en commençant par les universités ».



— Sihame : Notre première action était une action de réaction, c'était contre l'hommage à Léopold II organisé par la ville de Bruxelles. Pour notre campagne sur le blackface on a maîtrisé l'agenda, on a construit la campagne.

Pouvez-vous nous expliquer votre campagne sur le blackface ?

— Sihame : En parlant avec des amis sur le blackface (le fait de se déguiser en noir), on a appris qu'il y avait des personnes de notre université qui pratiquaient ça de manière décomplexée. On nous a fourni des photos de ces soirées. Au moment propice à nos yeux, nous les avons sorties sur Facebook et on a dénoncé ces pratiques. Notre stratégie est de provoquer un choc dans la société. C'est normal car on ne nous offre jamais le micro spontanément. On mise sur un effet-choc pour avoir accès aux médias. On a lâché ces photos à la Saint-Nicolas pour montrer que le racisme est structurel, qu'il impose une structure à la société et maintient les racisé-e-s dans une sous-classe.

— Marlène : Par rapport au blackface, on voulait aussi montrer que le racisme s'inscrit dans plusieurs aspects de la culture belge; ça peut être dans des fêtes, dans le folklore du carnaval, zwarte piet, les noirs dans l'aristocratie.

Les conséquences du racisme ne peuvent t'amener que dans deux voies : soit tu te rebelles et c'est tourné vers l'extérieur, soit tu intériorises et tu deviens dépressive.

LA LUTTE ANTI-RACISTE

C'est quoi les combats de la NVA ?

— Lili : Il y a deux aspects par rapport aux actions. Le premier aspect, c'est de répondre à l'actualité, à l'agenda politique qui s'impose à nous. Et puis il y a ce que l'on vise tout le temps : décoloniser la culture, l'espace public, l'enseignement, tous les endroits où l'on n'est pas inclus.

— Marlène : On ne dit pas que les blancs, ceux qui ne subissent pas le racisme, ne peuvent pas lutter à nos côtés, qu'on ne peut pas faire des alliances. Mais qui connaît mieux que les autres le racisme ? Qui le vit au quotidien ? La question de la lutte antiraciste, c'est qu'elle doit être menée par les racisé-e-s, ce sont eux qui doivent avoir le leadership dans cette lutte.

— Sihame : La non-mixité n'est pas une fin en soi, on s'inscrit aussi dans une lutte intersectionnelle. Il y a d'autres dominations, par exemple la domination de classe et la domination patriarcale. Ces luttes sont aussi importantes pour nous. La parole sur la domination raciale doit être portée par ceux qui subissent la domination raciale, et, ce principe est valable pour toutes les autres dominations.

Et puis des termes comme « *diversité, multiculturalité, le vivre ensemble* » ce n'est pas notre tasse de thé. Comme quelqu'un le disait dans une conférence contre l'islamophobie, l'esclave vit avec le maître. Ce n'est pas ça la question. La question qu'il faut poser et que l'on occulte avec ses termes, est celle de l'égalité et de la justice. On peut promouvoir le vivre ensemble, mais ce qu'il manque c'est une vision sur ce que l'on subit quotidiennement comme brimades.

C'est quoi le futur du groupe, vos désirs ?

— Lili : C'est super important de rendre la fierté aux jeunes, qu'ils soient fiers d'eux-mêmes. Parce que moi, j'ai grandi avec l'idée qu'il fallait se cacher, se fondre dans la masse et qu'en faisant ça j'allais pouvoir m'intégrer plus facilement. C'est avec le temps que je me suis rendue compte qu'on me verrait toujours comme une noire.

— Sihame : La conscience de soi est fondamentale. Être élevé avec une fierté et une identité forte, tu es moins touché par le fait d'être constamment objectivé, ramené à une ethnie.

— Lili : Nous voulons qu'il y ait de la solidarité déjà entre racisé-e-s. Le cas de Naithy Nelson est exemplaire. À Grimbergen, là où il s'est fait agresser, la police n'a pas voulu prendre sa plainte, au commissariat d'Ixelles non plus. Il a fallu qu'on soit 150 devant le commissariat pour que la police se sente obligé de prendre la plainte. Voilà, ça c'est une leçon pour tous les racisé-e-s.

« On peut promouvoir le vivre ensemble, mais ce qu'il manque c'est une vision sur ce que l'on subit quotidiennement comme brimades »

Des militants venus de Belgique en Allemagne pour visiter la forêt millénaire de Hambach, menacée par l'extension d'un projet minier.

par Martin

Le lignite est exploité dans la région depuis les prémices de la révolution industrielle. Ce type de charbon, du fait de sa haute teneur en eau et de son faible pouvoir énergétique, est souvent consommé à proximité direct du lieu d'extraction. En Allemagne, les grandes exploitations de lignite alimentent en ligne directe des centrales électriques avec lesquelles elles sont reliées par le rail.

L'Allemagne est le plus grand producteur de lignite au niveau mondial. À lui seul, le groupe RWE extrait près de 100 millions de tonnes de lignite par an de ses trois mines de Rhénanie. Celles-ci sont en extension constante, mais ce n'est pas suffisant, des autorisations pour prolonger l'exploitation jusqu'en 2045 ont été accordées ! Au niveau national, malgré la contribution de l'exploitation du lignite aux dérèglements climatiques, aucun calendrier précis de sortie du charbon n'est envisagé pour l'instant chez les décideurs politiques. Il s'agit là d'un véritable paradoxe : si l'Allemagne a pris des mesures pour favoriser sa transition énergétique, elle continue également à soutenir son industrie extractive au détriment de l'environnement.

Ouverte en 1978, la mine de Hambach a actuellement une superficie de 33,89 km². Elle va s'étendre dans les prochaines années pour atteindre 85 km². De nombreux villages attenants ainsi que la forêt toute proche sont gravement menacés par l'extension de la mine. La forêt de Hambach est non seulement l'une des dernières forêts presque primaires d'Europe centrale, mais également la dernière grande forêt encore non déboisée de la région, d'où son importance pour la biodiversité et les couloirs de migration des animaux.

Face à cette situation, de nombreux groupes se consacrent à la préservation de la forêt de Hambach et militent pour l'arrêt immédiat de la production d'énergie à partir de charbon. Malgré plusieurs tentatives d'expulsions, la forêt est durablement occupée par des activistes qui surveillent les activités de déboisement qui se déroulent durant les mois d'automne et d'hiver.



Quelques jours après notre visite dans la forêt d'Hambach, l'électricien allemand RWE a annoncé une perte de valeurs de 4,26 milliards d'euros sur son bénéfice 2016, essentiellement sur ses centrales électriques qui souffrent de la baisse des tarifs et de la concurrence des énergies renouvelables.

Le jeudi 30 mars à 18h00, les JOC organisent une discussion sur les moyens à notre disposition pour venir en aide à nos camarades qui occupent la forêt de Hambach et pour continuer à lutter contre le capitalisme extractiviste. Rendez-vous au 4 rue d'Anderlecht à Bruxelles.



Crédit photo: Julien Bauwens

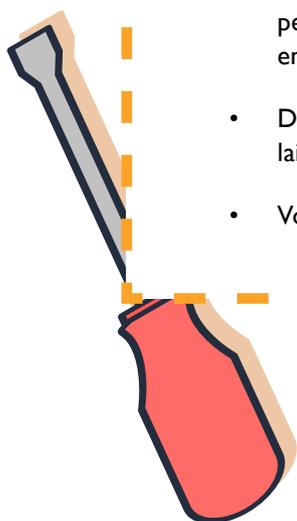
DO IT

YOURSELF

Par Florence

Aujourd'hui, se loger décentement est devenu très compliqué. Pourtant dans le privé comme dans le public, de nombreux logements sont vides. Quand enfin nous trouvons un logement, un nouveau problème se pose : comment se meubler ? Entre magasins de meubles trop chers et low-cost fabriqué dans des conditions exécrales, y aurait-il d'autres solutions ? Voici quelques conseils DIY pour se meubler à coût réduit.

- Sur internet tu iras : le web regorge de tutos et autres bons plans qui peuvent t'aider à fabriquer tes meubles et ta déco toi-même, le must : Pinterest et YouTube. À toi de repérer les meilleures astuces et de les tester.
- Du matériel de base tu te procureras : pistolet à colle, visseuse, scie et papier à poncer sont les meilleurs amis de la récup. Tu peux t'en procurer en seconde main ou te les faire prêter.
- Du bois tu trouveras : tu peux travailler essentiellement avec du bois des palettes qu'il est possible de récupérer un peu partout. Tu peux demander dans des supermarchés, imprimeurs ou parfois si tu as de la chance, il y en a dans les rues lors du ramassage des encombrants.
- De patience tu t'armeras : eh oui, comme pour tous les travaux manuels, la récup, c'est essayer, visser à côté et essayer encore.
- Au relooking tu t'essaieras : il n'est pas nécessaire à chaque fois de partir de zéro. Tu peux trouver parfois des meubles de seconde main et les transformer au gré de tes envies. Tu peux aussi les dénicher sur des groupes de « donneries ».
- De l'imagination tu auras : dernière ligne droite pour la construction de tes meubles, laisse parler ta créativité.
- Voilà tu as les bases pour te meubler pour deux fois rien.



À CHARLEROI

Aux JOC de Charleroi, en partenariat avec le centre de jeune Taboo, on a trouvé un début de solution pour se meubler écoresponsable. Un atelier existe depuis 2 ans. Au début, c'était principalement pour exercer ses dix doigts et son imagination. Les pièces créées n'étaient que de la déco. Au fil du temps, après environ un an, les participants à l'atelier ont voulu que l'atelier évolue et la thématique du logement est naturellement devenue celle que nous allons travailler. Nous espérons monter bientôt une expo.

Carner de Route

Je me rends dans un quartier populaire des hauteurs de Liège, dans l'ancienne école d'horticulture.

Je passe à l'accueil.

Notre groupe de sans-papiers s'est installé ici en septembre 2015.

Ils sont une centaine à vivre répartis sur le site.

Deux pavillons pour les hommes où je suis attendu.

Dortoir des femmes

Potager

Lieu collectif où a lieu l'école des devoirs, les réunions d'aide aux sans-papiers dont vous pouvez suivre l'actualité sur la page Facebook: «La voix des sans-papiers Liège».

Je suis invité à prendre le thé.

Nous sommes une communauté et on se veut le plus autonome possible, on s'entraide un maximum en essayant d'être le plus possible indépendant de l'extérieur.

Nous ne sommes pas venus pour être des assistés, nous ne sommes pas des voleurs, bien au contraire nous voulons travailler. Si nous avons des choses à apprendre, nous avons aussi un savoir-faire à partager.

Nous avons mis en place des ateliers qui servent pour l'apprentissage mais aussi qui alimentent la caisse commune.



Par exemple en décembre, le groupe de l'atelier cuisine a préparé différentes spécialités qu'on a pu vendre sur le marché de Noël. À l'atelier couture, une partie de la production est vendue.



Aujourd'hui, dans la partie collective a lieu l'atelier peinture, j'y rejoins Honoré.

Je termine mon dessin pour l'académie et j'arrive.

Je dessine seul dans la salle de montage, on a produit quelques vidéos accessibles sur le net. Mais ici, on travaille ensemble.



C'est l'heure où Wanda, bénévole, débarque avec sa farde de modèles et en quelques minutes les chevalets sont montés, les pinceaux sortis, les pots de peinture ouverts et chaque artiste se retrouve face à son oeuvre.

D'ailleurs, en ce moment au festival de Liège, une pièce témoignage est produite : « Les Sans » issue d'un atelier d'écriture auquel on a participé.

On a créé l'atelier pour pouvoir s'exprimer et montrer que malgré notre situation, on a des choses à dire.



À côté, on a pu monter une expo de nos travaux. L'estime des gens pour nos créations nous encourage et démontre que cet atelier était bien d'être inutile.



Si vous en avez l'occasion, n'hésitez pas à demander à Honoré pourquoi sur un de ses tableaux, Astérix se retrouve au milieu d'un village africain.



Une publication des
Jeunes Organisés & Combatifs

Retrouve-nous sur

WWW.JOC.BE

FACEBOOK « JOC WALLONIE BRUXELLES »

TWITTER: JOC_BE



Editeur responsable: Slim Essaker
JOC - JOCF asbl
4, rue d'Anderlecht - 1000 Bruxelles



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

NOUS REJOINDRE

BRUXELLES

19, Rue Pléтинckx 1000 BRUXELLES
jocbruxelles@joc.be jocfbruxelles@joc.be
Fb: Joc Bruxelles

CHARLEROI

167, Boulevard Tirou 6000 CHARLEROI
joccharleroi@joc.be
Fb:Joc Charleroi Florence

LA LOUVIÈRE

2, Rue du Marché 7100 LA LOUVIÈRE
joclouviere@joc.be
Fb: Sandrine Joc La Louvière

LIÈGE

29/11, Rue Saint-Gilles 4000 LIÈGE
jocliege@joc.be
Fb: Joc Liege

MONS

10, Rue M. Bervoets 7000 MONS
jocmons@joc.be
Fb: Joc Mons

NAMUR

17, Place l'Illon 5000 NAMUR
namur@joc.be
Fb: Joc Namur

VERVIERS

25, Rue du Palais 4800 VERVIERS
jocverviers@joc.be
Fb: Joc Verviers

SECRÉTARIAT NATIONAL

4, Rue d'Anderlecht 1000 BRUXELLES
Tel: 02/513 79 13
secretariat.joc@joc.be